

# Comment redonner de la liberté aux agriculteurs ? (2)

Découvrez en 8 épisodes comment redonner de la liberté aux agriculteurs.

**Par Laurent Pahpy.**

*Un article de [l'Iref-Europe](#)*

[Lire ici la première partie de l'article](#)

Ci-dessous la liste des organismes publics et parapublics (financement totalement ou partiellement contraint et/ou tutelle du ministère de l'Agriculture) accompagnée de leur budget annuel et de leurs effectifs en équivalent temps plein (ETP). Nous excluons du champ de l'étude la chasse, la pêche, la forêt, la recherche et la

## Formation agricole.

Organismes publics et parapublics	Effectifs (ETP)	Budget (M€/an)
Direction générale agriculture et développement rural (DGAgri)	1 000 (2016)	56 793 (2016), dont 9 100 pour la France
Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation	74 (2016)	100 (2016)
Office communautaire des variétés végétales	45 (2015)	15 (2015)
Autorité européenne de sécurité des aliments	464 (2016)	79 (2016)
Ministère de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF)	31 882 (2015) dont 15 000 en formation	3 306 (2016) + 688 (LFR) dont 1 500 en formation
Délégation interministérielle aux industries agroalimentaires et à l'agro-industrie	--	--
Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)	Inclus dans MAAF	
FranceAgrMer (fusion de cinq offices agricoles)	1 204 (2014)	128 (2014) fonctionnement
Agence de services et de paiements (ASP) (fusion agence unique de paiement et centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles).	2 124* (2014)	245* (2014) fonctionnement, *environ la moitié de ses activités concerne l'agriculture
Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer	40 (2014)	5 (2014) fonctionnement
Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	1 375 (2016)	142 (2016)
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	258 (2016)	23 (2016)
66 organisations interprofessionnelles (recensées en 2014)	Evaluation nationale indisponible (budget d'au moins 320 M€), financement par contribution volontaire obligatoire	
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA)	17 000 (2016)	1 300 (2016) fonctionnement
Fédération nationale des SAFER (FNSAFER) et Terres d'Europe-Société centrale pour l'aménagement foncier rural (SCAFR)	986 (2014)	Evaluation nationale du budget de fonctionnement indisponible
Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA)	7 836 (2014)	720 (2014), dont 30 % financement privé
9 organismes inter-établissements du réseau des chambres d'agriculture	Inclus dans APCA	
13 Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) + 5 DAAF outre-mer	Inclus dans MAAF	
13 Chambres régionales d'agriculture	Inclus dans APCA	
18 Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER)	Inclus dans FNsafer	
35 Mutualités sociales agricoles (MSA) (1325 points d'accueil)	Inclus dans CCMSA	
Directions départementales des territoires (DDT) (ex-direction départementale de l'agriculture et de la forêt)	--	--
Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations	--	--
91 chambres départementales ou interdépartementales d'agriculture	Inclus dans APCA	
373 antennes locales des chambres d'agriculture	Inclus dans APCA	
Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole	Information non disponible	
Institut français du cheval et de l'équitation	785 (2016)	44 (2016) subventions + 20 recettes propres
Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique	Information non disponible	
Fédérations nationales, régionales et départementales des groupements de défense sanitaire	Information non disponible	
Fédérations régionales et départementales des groupements de défense contre les organismes nuisibles	Information non disponible	
Comités Régionaux pour la Reconversion Qualitative Différée du Vignoble	Information non disponible	
Coop de France et ses sections régionales	Evaluation nationale indisponible	
Cercle national des jeunes agriculteurs et ses sections régionales et départementales	Subventions aux syndicats 13 M€/an (2013)	
Coordination rurale et ses sections régionales et départementales		
Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et ses fédérations régionales et départementales		
Confédération paysanne et ses délégations locales		

Sources : [agencebio.org](http://agencebio.org) | [agriculture.gouv.fr](http://agriculture.gouv.fr) | [anses.fr](http://anses.fr) | [ccomptes.fr](http://ccomptes.fr) | [chlorofil.fr](http://chlorofil.fr) | [europa.eu](http://europa.eu) | [inao.gouv.fr](http://inao.gouv.fr) | [ladocumentationfrancaise.fr](http://ladocumentationfrancaise.fr) | [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) | [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr) | [msa.fr](http://msa.fr) | [sante-animale.com](http://sante-animale.com) | [terre-net.fr](http://terre-net.fr) |

La liste des organismes publics et parapublics qui composent la technostructure administrative et qui s'imposent aux agriculteurs est longue. Dans ce rapport, l'IREF se concentre sur certaines des institutions les plus contraignantes pour analyser leur rôle, évaluer leur utilité et [proposer des pistes de réformes](#).